

RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DES GRANDS LACS (CEGL)

Les 8 et 9 décembre 2015

Centre des congrès du Toronto métropolitain, édifice Sud, salle 714
222, boulevard Bremner, Toronto (Ontario) M5V 3L9

MOT DE BIENVENUE ET PRÉSENTATIONS

La réunion de décembre 2015 du Comité exécutif des Grands Lacs (CEGL) débute par une cérémonie d'accueil et d'ouverture des Premières Nations présentée par Pauline Shirt, aînée des Premières Nations.

Le mot de bienvenue et les observations préliminaires prononcés par les coprésidents du CEGL, Michael Goffin et Susan Hedman, sont suivis de la présentation des participants à la réunion.

Une liste des personnes présentes est fournie à l'annexe A.

RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DU CEGL DE JUIN 2015 ET ÉTAT DES MESURES DE SUIVI

Les membres du CEGL acceptent le résumé de la réunion du CEGL de juin 2015, sans révisions.

- **MESURE DE SUIVI** : Le procès-verbal de la réunion du CEGL de juin 2015 sera affiché sur le site binational.net.

Toutes les mesures de suivi de la réunion du CEGL de juin 2015 sont marquées comme terminées ou à traiter au cours de la réunion.

MISES À JOUR DES ANNEXES

Annexe 1 : Secteurs préoccupants

Les coresponsables de l'annexe, Wendy Carney (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement) et Jon Gee (Environnement et Changement climatique Canada), font le point sur l'avancement des travaux en vue du retrait de la liste de certains secteurs préoccupants aux États-Unis et au Canada, et traitent de deux documents-ressources en voie d'élaboration :

Pour aider à améliorer la mise en œuvre de l'annexe Secteurs préoccupants, on a créé une équipe de travail chargée d'analyser et de documenter l'évolution des programmes des secteurs préoccupants au Canada et aux États-Unis. Le rapport d'analyse de la situation des secteurs préoccupants renferme des renseignements, des conseils et des recommandations pour faire avancer l'objectif de l'annexe Secteurs préoccupants aux États-Unis et au Canada. Le rapport présente un examen et une comparaison des rôles et des pratiques des organismes américain et canadien au sujet des secteurs préoccupants; un examen de l'état d'avancement du processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'assainissement (y compris des critères de retrait

de la liste, les retraits d'altérations d'utilisation bénéfique, le retrait de secteurs préoccupants et la participation du public); les principaux défis, cibles et objectifs; et les recommandations sur les besoins d'orientation et la communication d'information.

Le document d'orientation sur les Secteurs préoccupants en voie de rétablissement, qui donne des conseils sur le processus et les principes directeurs pour la désignation d'un secteur préoccupant comme secteur préoccupant en voie de rétablissement aux États-Unis et au Canada. L'ébauche du document d'orientation comprend un examen des dispositions de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs entre le Canada et les États-Unis (AQEGL) en ce qui a trait à la désignation d'un secteur préoccupant en voie de rétablissement; les rôles et responsabilités des organismes américain et canadien; une description du processus et des exigences pour la désignation d'un secteur préoccupant comme secteur préoccupant en voie de rétablissement; les principaux défis de politique ou techniques associés à la désignation d'un secteur préoccupant comme secteur préoccupant en voie de rétablissement; et deux études de cas hypothétiques comme exemples pour aider les praticiens à appliquer l'orientation donnée.

Des « praticiens des secteurs préoccupants » ont commenté les deux rapports provisoires et leurs commentaires seront pris en considération et affichés pour examen et commentaires dans binational.net.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Secteurs préoccupants » afficheront les rapports « Analyse de situation » et le document d'orientation sur les « Secteurs préoccupants en voie de rétablissement » dans binational.net, pour examen.

Annexe 2 : Aménagement panlacustre

Le coresponsable de l'annexe, John Marsden (Environnement et Changement climatique Canada), fait brièvement le point sur l'affichage des rapports annuels du PAAP dans binational.net et la formulation des objectifs liés à l'écosystème des lacs. Les premiers objectifs visant le lac Érié seront prêts pour la consultation au début de 2016.

John Marsden parle aussi des autres engagements clés de l'annexe Aménagement panlacustre, y compris :

Un aperçu de la version préliminaire du Cadre de gestion des eaux littorales, qui met en lumière : l'étroite coordination avec les travaux réalisés dans le cadre de l'annexe Habitats et espèces pour l'exécution d'une enquête de référence sur l'habitat littoral et extracôtier existant qui permettra d'établir une cible de gain net d'habitat; le modèle conceptuel pour le Cadre de gestion des eaux littorales; et les étapes à venir, qui comprennent l'affichage du cadre dans binational.net d'ici février 2016 pour commentaires publics.

Un survol de la version provisoire du PAAP 2015 du lac Supérieur, qui documentera et coordonnera les mesures de gestion pour : établir les objectifs liés à l'écosystème du lac; colliger, évaluer et rapporter l'état du lac, y compris les menaces actuelles et futures; déterminer les priorités scientifiques pour l'évaluation des menaces et le soutien des mesures de gestion; réaliser des enquêtes, des inventaires, des études et de la sensibilisation, selon la

nécessité; définir la nécessité d'autres mesures; élaborer et mettre en œuvre des stratégies binationales propres au lac; et élaborer le Cadre de gestion des eaux littorales à mettre en œuvre en collaboration par l'intermédiaire du plan de gestion panlacustre pour chaque Grand Lac.

Les points saillants des webinaires sur la sensibilisation et la mobilisation qui ont été présentés de juillet à septembre 2015 et dont l'objet était d'informer les intervenants des progrès de l'annexe en matière d'approches possibles de sensibilisation et de mobilisation et des discussions à cet égard; les points saillants des prochaines activités de communication et occasions de participation (comme les rapports annuels du PAAP, les objectifs liés à l'écosystème du bassin des Lacs, le Cadre de gestion des eaux littorales, le PAAP 2015 du lac Supérieur, les priorités scientifiques, les stratégies binationales, et les communications continues); et l'établissement prochain de sous-comités et stratégies de sensibilisation et de mobilisation pour chaque partenariat de lac.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Aménagement panlacustre » publieront en février 2016 la version préliminaire du Cadre de gestion des eaux littorales dans binational.net pour commentaires; ils finaliseront le PAAP du lac Supérieur après les commentaires du public (délai repoussé au 29 janvier 2016); et lanceront les travaux des sous-comités de sensibilisation et de mobilisation pour les partenariats des lacs.

Annexe 3 : Produits chimiques sources de préoccupation mutuelle

Les coresponsables de l'annexe, Vincenzo Galatone (Environnement et Changement climatique Canada) et Louise Wise (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement), font le point sur l'annexe en ces termes :

La désignation formelle par le Canada et les États-Unis des huit premiers produits chimiques sources de préoccupation mutuelle (PCSPM) est en attente. Les produits chimiques recommandés sont le mercure, les biphényles polychlorés, le sulfonate de perfluorooctane, l'acide perfluorooctanoïque, les acides perfluorocarboxyliques à longue chaîne, les polybromodiphényléthers, l'hexabromocyclododécane et les paraffines chlorées à chaîne courte. La désignation sera suivie d'une liste, à publier dans binational.net en 2016, des critères, normes et lignes directrices existants en matière de qualité environnementale pour les huit produits chimiques sources de préoccupation mutuelle. Des projets de stratégies binationales seront soumis à un projet pilote pour deux des huit produits et devraient être prêts à examiner et à commenter en juin 2016; les stratégies nationales pour les six autres produits chimiques sources de préoccupation mutuelle seront élaborées en fonction des leçons tirées des deux premières stratégies nationales pilotes.

La prochaine ronde de produits chimiques sources de préoccupation mutuelle qui sont candidats à l'examen est prévue pour l'hiver 2016. Les coresponsables de l'annexe rappellent au CEGl que le processus selon lequel les intervenants non gouvernementaux peuvent proposer des produits chimiques qui seront considérés pour une éventuelle inclusion parmi les PCSPM est affiché dans binational.net. En outre, un examen de la mise en œuvre de l'annexe jusqu'ici a été effectué et des changements possibles destinés à améliorer les approches de mise en œuvre sont envisagés pour la prochaine ronde.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Produits chimiques sources de préoccupation mutuelle » afficheront une liste des critères, normes et lignes directrices existants en matière de qualité environnementale pour les PCSPM; établiront et rendront publics des projets de stratégies binationales disponibles pour deux PCSPM (projet pilote); et lanceront la prochaine ronde d'identification et d'évaluation des PCSPM candidats.

Annexe 4 : Éléments nutritifs

Les coresponsables de l'annexe, Susan Humphrey (Environnement et Changement climatique Canada) et Tinka Hyde (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement), présentent une vue d'ensemble des cibles binationales finales recommandées pour la réduction des rejets de phosphore pour les bassins ouest et central du lac Érié et pour certaines zones littorales qui ont un impact localisé important, ainsi qu'un résumé des principaux commentaires recueillis dans le cadre de la consultation sur ces cibles. L'adoption des cibles par les Parties est en attente.

On met aussi en lumière les prochaines étapes, qui sont : la poursuite des travaux pour cerner les cibles du bassin est; la préparation d'une stratégie binationale de réduction des rejets de phosphore; et la production, d'ici février 2018, de plans d'action nationaux, pendant que divers secteurs de compétence continueront de prendre de nombreuses mesures sur le terrain.

Annexe 5 : Rejets provenant des bateaux

Les coresponsables de l'annexe, Chris Wiley (Transports Canada) et Lorne Thomas (Garde côtière américaine), font le point sur la ratification, par le Maroc, l'Indonésie et le Ghana, de la Convention sur la gestion des eaux de ballast de l'Organisation maritime internationale (OMI) en novembre 2015; la convention respecte maintenant presque toutes les exigences pour son entrée en vigueur. La convention entrera en vigueur 12 mois après la date à laquelle 30 États membres de l'OMI, représentant 35 % du tonnage mondial, l'auront ratifiée; la question de savoir si cette exigence de tonnage a été atteinte fait actuellement l'objet de calculs.

Les coresponsables de l'annexe font également le point sur le Groupe de travail binational sur les hydrocarbures, qui examine le transport de pétrole brut et de substances dangereuses sur les Grands Lacs, et font le point sur les discussions entre Transports Canada, la Garde côtière canadienne et l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement au sujet des normes relatives aux eaux usées aux États-Unis et des zones d'interdiction de rejet au niveau des États.

Lorne Thomas fait un exposé sur l'intervention qui a éliminé les produits de pétrole léger et de benzène de l'Argo, un chaland-citerne qui a coulé dans le lac Érié en 1937. Il y a des discussions en cours entre les États-Unis et la Garde côtière, l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement et l'Agence de l'Ohio pour la protection de l'environnement sur l'évaluation des risques résiduels posés par l'épave.

Annexe 6 : Espèces aquatiques envahissantes

Michael Hoff, pour les coresponsables de l'annexe, Gavin Christie (Pêches et Océans Canada) et Todd Turner (Fish and Wildlife Service des États-Unis), fait le point sur les questions relevant de l'annexe :

Les efforts de mise en œuvre de l'initiative de détection précoce et d'intervention rapide, y compris la poursuite du travail sur le terrain, comme l'échantillonnage d'ADN environnemental pour la détection précoce de la carpe asiatique, les efforts d'intervention rapide comme les récents exercices d'intervention, ainsi qu'un résumé des activités d'intervention contre la carpe de roseau découverte dans les lacs Ontario et Érié de juillet à septembre 2015, et dont l'origine a été retracée à des étangs dans tous les cas.

Les efforts d'évaluation des risques pour les espèces, comme l'examen par les pairs de l'évaluation binationale du risque écologique que présente la carpe de roseau et de l'évaluation du risque socioéconomique en cours; et une ressource Web du Fish and Wildlife Service des États-Unis sur les évaluations des risques pour environ 180 espèces.

La réalisation aux États-Unis de l'analyse des risques associés aux voies de pénétration, par l'introduction de poissons par chaland dans le système de voies navigables de la région de Chicago. La détection de jeunes carpes asiatiques en amont des voies navigables de l'Illinois plus haut que là où elles avaient déjà été détectées nécessite la production de plans pour la mise en œuvre d'activités améliorées de gestion des risques destinées à bloquer l'introduction des carpes asiatiques dans les Grands Lacs.

Les technologies de confinement et de contrôle aux États-Unis et au Canada, y compris l'outil d'ADN environnemental en temps quasi réel mis à l'essai aux États-Unis pour appuyer les efforts visant à bloquer le transport illégal de carpes asiatiques sur le lac Érié; des microparticules, des sons complexes et du dioxyde de carbone sont mis à l'essai comme approches respectueuses de l'environnement pour aider à confiner les carpes asiatiques dans le Mississippi; et des études en mésocosme sont menées au Canada pour le confinement et la perturbation des espèces aquatiques envahissantes.

La mise au point aux États-Unis d'un outil d'évaluation des risques présentés par les espèces pour projeter les niches climatiques des espèces envahissantes dans les années 2050 et 2070 selon trois scénarios de changement climatique du GIEC. Le Fish and Wildlife Service des États-Unis propose d'interdire proactivement l'importation de plusieurs espèces aux États-Unis, en se fondant sur le risque d'invasion établi par cet outil.

Annexe 7 : Habitats et espèces

Les coresponsables de l'annexe, Susan Humphrey (Environnement et Changement climatique Canada) et Lynn Lewis (Fish and Wildlife Service des États-Unis) font le point sur les travaux menés dans le contexte de l'engagement pris dans l'annexe, soit « effectuer une étude de référence sur les habitats existants à partir de laquelle une cible de gain net d'habitat à l'échelle du bassin sera établie et utilisée pour mesurer les progrès futurs ». Il a été produit un rapport provisoire, « Réalisation d'une étude de référence sur les habitats des Grands Lacs », qui propose une méthodologie d'évaluation, un processus

pour la mesure des progrès futurs et l'établissement de cibles pour le gain net d'habitat, et les prochaines étapes. L'étude de référence sur les habitats est liée à l'approche d'évaluation proposée pour la mise en œuvre du Cadre de gestion des eaux littorales (un engagement clé de l'annexe Aménagement panlacustre). Il est recommandé d'appliquer une approche à trois volets pour l'étude sur les habitats : (1) la délimitation et la classification des Grands Lacs en unités écologiques aquatiques par une analyse des processus physiques; (2) l'évaluation de l'état des unités écologiques aquatiques à l'aide de paramètres dynamiques; et (3) l'utilisation d'espèces pour confirmer l'état de l'habitat et pour valider l'évaluation. Un examen de ces travaux par un groupe plus vaste, y compris les comités des autres annexes, les comités de gestion des partenariats de lacs, et le CEGL est prévu pour le début de 2016 et, au cours des six mois suivants, cette approche sera raffinée et un projet pilote défini pour la validation de la méthodologie.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Habitats et espèces » élargiront l'équipe technique pour raffiner la méthodologie proposée; ils communiqueront au CEGL, pour examen, la version provisoire du rapport « Réalisation d'une étude de référence sur les habitats des Grands Lacs », et ils définiront les paramètres de la mise en œuvre d'un projet pilote.

Annexe 8 : Eau souterraine

Les coresponsables de l'annexe, Dale Van Stempvoort (Environnement et Changement climatique Canada) et Norman Grannemann (Service géologique des États-Unis), font le point sur le projet « Science des eaux souterraines applicable à l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs : rapport de situation », qui a été affiché dans binational.net en décembre 2015 pour commentaires publics jusqu'à la fin de janvier 2016. Le rapport final sera rendu public après analyse des commentaires reçus. Les coresponsables de l'annexe présentent aussi un aperçu des principales conclusions du rapport et des projets d'avenir pour la présentation du contenu du rapport à des assemblées publiques appropriées.

Ils mettent aussi en lumière les travaux à venir, dont un examen des stratégies pour la meilleure façon d'enquêter sur les activités actuelles des membres du CEGL et d'autres intervenants qui pourraient travailler à la surveillance de la qualité des eaux souterraines; et une discussion sur la façon d'aborder la gestion des eaux souterraines.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Eau souterraine » finaliseront le rapport Science des eaux souterraines, après examen public.

Annexe 9 : Répercussions des changements climatiques

Le coresponsable de l'annexe, Patrick Quealey (Environnement et Changement climatique Canada), fait le point sur les activités de l'annexe, soit :

La production des numéros d'été 2015 et d'automne 2015 du Bulletin trimestriel des impacts liés au climat et aperçu saisonnier pour les Grands Lacs et les discussions visant à inclure les territoires du Nord canadien dans le Bulletin trimestriel sur le climat de la région de l'Alaska.

La finalisation du rapport sur l'état de la science des changements climatiques dans le bassin des Grands Lacs, qui traite de la science des changements climatiques dans la région des Grands Lacs. Le rapport est une évaluation de la façon dont la science est appliquée, du corpus de données et du niveau d'accord sur la science, et cerne les lacunes scientifiques. Le résumé, le rapport final et une base de données complémentaire de toute la documentation étudiée dans le rapport seront versés dans le site Web de l'Ontario Climate Consortium. Les prochaines étapes du rapport comprennent des webinaires ciblés, avec annexes individuelles, pour présenter les conclusions du rapport, la réalisation d'une analyse des lacunes, et l'utilisation des conclusions du rapport pour orienter les futurs plans de travail et la prochaine ronde de priorités binationales pour la science et l'action.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Répercussions des changements climatiques » décideront des prochaines étapes pour le rapport sur les connaissances scientifiques sur les changements climatiques et rendront disponible le résumé.

Annexe 10 : Science

Les coresponsables de l'annexe, Ram Yerubandi (Environnement et Changement climatique Canada) et Paul Horvatin (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement), donnent les renseignements suivants concernant l'annexe :

Efforts de coordination de l'annexe « Science » et de l'annexe « Aménagement panlacustre » pour les activités de l'Initiative des sciences coopératives et de surveillance (ISCS); et de l'annexe « Science » et de l'annexe « Éléments nutritifs » pour l'élaboration des priorités en matière de recherche et de surveillance dans le lac Érié, ainsi que pour la coordination d'un atelier de surveillance et de recherche connexe sur la *Cladophora* prévu pour janvier 2016.

Les travaux menés dans le cycle de la Collaboration pour les activités scientifiques et la surveillance, y compris l'achèvement de l'année du lac Michigan en 2015, une année intensive; l'achèvement de la planification de l'année du lac Supérieur en 2016; la définition des besoins pour l'année du lac Huron en 2017; la déclaration et l'analyse des données pour le lac Ontario pour l'année du lac en 2013; et la déclaration initiale des données pour le lac Érié pour l'année du lac en 2014.

L'élaboration des rapports provisoires sur les indicateurs pour évaluer l'état de l'écosystème des Grands Lacs est en cours. Il est prévu de tenir des webinaires en février et mars 2016 pour mener un examen par les pairs et obtenir la confirmation scientifique de chaque évaluation d'indicateur et des évaluations globales. Les rapports finaux sur les indicateurs et les évaluations globales devraient être terminés au milieu de 2016 et les renseignements découlant de ces produits seront présentés lors du Forum public sur les Grands Lacs d'octobre 2016. La publication des rapports sur l'état des Grands Lacs se fera entre le début et le milieu de 2017.

Les initiatives initiales suivantes sont proposées à l'appui de la gestion et du partage des données sur l'AQEGL : la création d'un document évolutif pour la gestion des données sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; l'évaluation de l'utilité de systèmes/outils décentralisés d'accès aux données pour les processus de l'AQEGL; la production de lignes directrices sur l'uniformité de la qualité et de la sécurité des données sur l'AQEGL; la production ou

l'acquisition d'un répertoire de dépôts de métadonnées répondant aux besoins de l'AQEGL; la prestation de conseils de haut niveau pour l'uniformité de l'interprétation et de l'étalonnage; et la tenue d'un dialogue continu avec la collectivité de la gestion des données sur les Grands Lacs pour coordonner les efforts.

- **MESURE DE SUIVI** : Les coresponsables de l'annexe « Science » se renseigneront sur les outils de gestion et de partage des données et détermineront la meilleure façon de les appliquer pour la mise en œuvre de l'AQEGL.

PRÉSENTATIONS ET DISCUSSIONS SUPPLÉMENTAIRES

Pipelines internationaux dans les Grands Lacs

Les présentations supplémentaires suivantes mettent en lumière les rôles et responsabilités des organismes canadien et américain en ce qui concerne les pipelines internationaux dans les Grands Lacs :

Joanne Munroe de l'Office national de l'énergie du Canada (ONE) parle du rôle de l'ONE dans la surveillance des aspects internationaux et interprovinciaux des industries de service de distribution de pétrole, de gaz et d'électricité et de la réglementation des pipelines. Le rôle de l'ONE comme organisme de réglementation du cycle de vie, depuis la demande jusqu'au déclassement final en passant par la construction et l'exploitation; la responsabilité du propriétaire du pipeline d'en assurer la bonne gestion, y compris d'avoir des systèmes de gestion des incidents et des programmes de gestion des urgences pour prévoir, prévenir, atténuer et gérer les incidents; et le rôle de l'ONE pendant les urgences et les interventions, ainsi que dans la surveillance des entreprises et les contrôles de conformité.

Harold Winnie de la Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration (PHMSA) du Département des transports des États-Unis parle du rôle que joue la PHMSA dans la protection des personnes et de l'environnement contre les risques inhérents au transport de marchandises dangereuses (et spécifiquement les pipelines de transport de liquides dangereux, les pipelines de gaz de collecte de gaz et de distribution de gaz et les usines et réservoirs de gaz naturel liquéfié que réglemente la PHMSA par le Code of Federal Regulations (CFR), titre 49, parties 190 à 199). Le travail de la PHMSA en ce qui a trait aux systèmes de pipelines comprend la détermination et l'évaluation des risques, l'inspection et le contrôle de conformité; l'intervention et l'enquête en cas d'accident ou d'incident; l'éducation; la recherche; et des subventions aux États à l'appui de leurs programmes de sécurité des pipelines.

Ralph Dollhopf (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement) présente un survol du National Response System (NRS), un système d'intervention national à une vaste gamme de déversements d'hydrocarbures ou de substances dangereuses; et le National Oil and Hazardous Substances Pollution Contingency Plan (NCP), qui fixe le cadre pour le NRS et en établit le mode de fonctionnement, y compris en présentant les composantes individuelles du NRS, les équipes et les coordonnateurs en cause, les mécanismes de financement, l'état de préparation et les plans d'urgence.

Échange de données

Suivent plusieurs présentations sur diverses initiatives et divers outils d'échange de données capables d'appuyer la mise en œuvre de l'AQEGL :

Kelli Page (Great Lakes Observing System, GLOS) présente une vue d'ensemble du système GLOS et de ses capacités, avec des exemples des outils et services du GLOS, ainsi que des occasions où le GLOS peut appuyer les efforts de l'AQEGL.

Sean Backus (Environnement et Changement climatique Canada) présente un survol de l'engagement du Canada envers la science/les données ouvertes et la maximisation de l'accessibilité et de l'accès aux activités technoscientifiques financées par le gouvernement fédéral; du Plan d'action du Canada pour un Gouvernement ouvert, y compris un vaste ensemble d'initiatives touchant l'information ouverte, l'ouverture du dialogue et les données ouvertes; et de l'approche d'Environnement et Changement climatique Canada, avec des exemples de données ouvertes et de science ouverte, ainsi que de gestion des données.

Paul Horvatin (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement) et John Walker (Service géologique des États-Unis) présentent une vue d'ensemble de la collaboration sur la surveillance environnementale du lac Supérieur, qui aide à améliorer la découverte et l'utilisation de données de surveillance multidisciplinaires. Il fait une démonstration de l'outil Science in the Great Lakes (SiGL). L'outil SiGL est un catalogue de métadonnées et un outil de cartographie qui donne de l'information sur un ensemble de données ou de multiples ensembles de données, avec liens d'accès à GreatLakesMonitoring.org, où les données peuvent être analysées, visualisées et obtenues.

Rapport d'avancement des Parties, Forum public sur les Grands Lacs (AQEGL 2012, article 5)

James Schardt (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement) fait le point sur la production du rapport d'avancement des Parties, y compris : un échéancier pour la production du rapport (avec version préliminaire présentée à la réunion de juin 2016 du CEGL); une structure pour le rapport, avec indication de la longueur et de la portée; une table des matières de haut niveau; et les travaux visant à élaborer un projet de chapitre de l'annexe « Éléments nutritifs » à partager avec les coresponsables de l'annexe à titre d'exemple pouvant guider l'élaboration des chapitres de leur annexe.

Jennifer McKay (Environnement et Changement climatique Canada) présente les plans pour le Forum public sur les Grands Lacs d'octobre 2016. Le Forum s'échelonne sur trois jours, du 4 au 6 octobre. Les deux premiers jours seront consacrés à l'information sur l'état des Grands Lacs (avec des présentations lac par lac), des présentations sur les progrès accomplis pour chaque annexe de mise en œuvre de l'AQEGL et les priorités binationales proposées pour la science et l'action, avec possibilités de commentaires publics. Pendant la soirée du jour 2, la Commission mixte internationale entendra le public s'exprimer sur le rapport d'avancement des Parties. Le jour 3 sera l'occasion pour tous de « célébrer nos Grands Lacs » et d'imprimer l'élan pour de nouvelles interventions pour rétablir et protéger les lacs.

- **MESURE DE SUIVI** : Le Secrétariat du CEGL et les membres du CEGL communiqueront de l'information sur leurs plans pour promouvoir la participation au Forum public sur les Grands Lacs.

NOUVELLES DES MEMBRES

Les membres du CEGL présentent des nouvelles ou des mises à jour :

- Andrew McAllister (Commission canadienne de sûreté nucléaire) annonce que l'évaluation environnementale du projet de dépôt en formations géologiques profondes pour des déchets radioactifs à faible et moyenne activité a conclu que le projet ne produira probablement pas d'effets importants sur l'environnement et que la ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada a l'intention d'annoncer sa décision sur le dépôt en formations géologiques profondes le 1^{er} mars 2016.
- David Nanang (Ressources naturelles Canada) fait le point sur l'Initiative de la région de Port Hope pour le nettoyage et la gestion des déchets radioactifs hérités de faible activité à Port Hope et le transfert des responsabilités de l'Initiative, qui passe de Ressources naturelles Canada à Énergie atomique du Canada limitée. David Nanang parle aussi du nouveau projet de Ressources naturelles Canada pour la synthétisation des données sur les eaux souterraines.
- Darlene Upton (Parcs Canada) met en lumière les efforts déployés pour l'établissement, sur l'ordre du gouverneur en conseil du Canada, de l'aire marine nationale de conservation du lac Supérieur (l'une des plus grandes aires marines protégées d'eau douce au monde, occupe une superficie de plus de 10 000 kilomètres carrés et qui comprend le lit du lac, les îles et une partie du littoral).
- Robert Fleming (ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario) fait le point sur deux lois récemment adoptées en Ontario : la *Loi sur l'abandon du charbon pour un air plus propre*, qui interdira de façon définitive l'utilisation de charbon pour produire de l'électricité dans la province; et la *Loi sur la protection des Grands Lacs*, qui donnera au gouvernement de l'Ontario de nouveaux outils adaptés pour protéger et rétablir les Grands Lacs.
- Joan Matthews (Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement, région 2) fait le point sur les activités suivantes de la région 2 de l'EPA : les efforts de surveillance et de modélisation pour aider à l'élaboration des cibles de l'annexe « Éléments nutritifs »; les efforts ayant mené au rétablissement du pluvier siffleur, une espèce d'oiseau de rivage en voie de disparition; les progrès réalisés dans le rétablissement des secteurs préoccupants de la rivière Buffalo et de Rochester et l'achèvement ciblé des interventions en 2016; et les réussites ayant mené à la baisse des contaminants bioaccumulables dans les poissons dans le lac Ontario. Joan Matthews marque son appui au Plan 2014 pour la régularisation du lac Ontario.
- David Ullrich (Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent) met en lumière : les efforts de l'Initiative à l'appui de l'accord de collaboration entre l'Ohio, le Michigan et l'Ontario pour une réduction de 40 % des charges de phosphore dans le lac Érié d'ici 2025, et de 20 % d'ici 2020; l'appui des Initiatives pour la séparation physique des bassins des Grands Lacs et du Mississippi pour prévenir l'introduction de la carpe asiatique dans les Grands Lacs; l'appui pour l'élimination graduelle des microbilles, y compris la *Microbead-Free Waters Act*, qui interdit la vente et la distribution de microbilles aux États-Unis; et les efforts pour aider les municipalités à gérer et à atténuer les répercussions des changements climatiques.

- John O'Brian (Département d'État) parle de l'initiative de création d'un lien entre les Grands Lacs d'Afrique et les Grands Lacs d'Amérique du Nord et de certains des problèmes auxquels sont confrontés les Grands Lacs d'Afrique (comme les espèces aquatiques envahissantes), ainsi que de la possibilité de tirer des enseignements et d'échanger de l'information.
- Deborah Lee (National Oceanic and Atmospheric Administration) parle des travaux que mène la NOAA sur la planification, l'intervention et l'état de la science concernant l'hypoxie et les efflorescences algales nuisibles, ainsi que des webinaires à venir sur l'état de la science, où des commentaires seront demandés.
- Jessica L. Jock (Tribu Mohawk de Saint-Régis) souligne les préoccupations concernant les contaminants du poisson étant donné l'importance du poisson dans l'alimentation de la tribu. Jessica Jock fait également le point sur les travaux visant à inclure les recommandations culturelles dans le rétablissement de l'habitat dans la région du fleuve Saint-Laurent, ainsi que des travaux en cours avec le Department of Environmental Conservation de l'État de New York et l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement pour le rétablissement des populations d'esturgeon jaune.

COMMENTAIRES DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION

Les représentants suivants de la Commission formulent des commentaires :

- Gordon Walker (Commission mixte internationale) :
 - Le Rapport d'évaluation des progrès triennal de la Commission. Le rapport, dont la publication est prévue pour le début de 2017, présentera le Rapport d'étape des Parties et comprendra un résumé des commentaires du public, de même qu'une évaluation indiquant si les programmes gouvernementaux et les autres mesures atteignent les objectifs de l'AQEGL.
 - Les priorités actuelles du conseil consultatif des Grands Lacs, qui comprennent les problèmes hérités du passé (p. ex., les substances ignifuges, la prolifération d'algues nuisibles, les plans de gestion du bassin versant du lac Érié); les enjeux émergents (p. ex., le changement climatique); les indicateurs; et la mobilisation du public.
 - Le Comité de gestion adaptative des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (GAGL), lancé en 2015, qui aidera à améliorer la régularisation des niveaux et des débits des eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent dans les années à venir et permettra de mieux lier la régularisation des niveaux et des débits des eaux aux enjeux de qualité de l'eau.
- Bob Lambe (Commission des pêcheries des Grands Lacs) :
 - L'évaluation des activités de lutte contre la lamproie marine adulte, qui a démontré que les activités de lutte contre les lamproies marines des dernières années ont rapporté gros (les plus faibles niveaux en 30 ans ont été atteints dans le lac Huron, et en 20 ans dans le lac Michigan; les cibles ont été atteintes dans le lac Ontario; et bien que le lac Supérieur et le lac Érié soient restés au-dessus de leurs cibles, ils marquent une baisse quinquennale).
 - Occasions d'harmoniser la gestion des pêches avec les initiatives de l'AQEGL comme l'incorporation des principes environnementaux dans les objectifs du milieu de la pêche, et un plus grand engagement des gestionnaires des pêches pour la mise en œuvre de l'AQEGL, surtout par les annexes « Aménagement panlacustre » et « Habitats et espèces » (p. ex., en liant la

gestion des habitats et l'évaluation des habitats aux besoins critiques des pêches), l'annexe « Espèces aquatiques envahissantes » et l'annexe « Science » (p. ex., alignement des rapports sur les pêches des comités de lac pour mieux utiliser l'information venant du processus de l'Initiative des sciences coopératives et de surveillance (ISCS)).

- La Commission des pêcheries des Grands Lacs copréside le Groupe de travail sur la surveillance des interventions, dans le cadre du Comité de coordination régionale de lutte contre la carpe asiatique, qui a éliminé avec succès des millions de livres de carpe asiatique à Chicago, allégeant les pressions sur l'obstacle électrique et ralentissant les mouvements. Le plan du Groupe de travail pour 2016 comprendra la poursuite de l'élimination agressive des populations adultes et des mesures d'urgence spéciales pour empêcher l'introduction de la carpe asiatique dans les Grands Lacs.
- Victoria Pebbles (Commission des Grands Lacs) met en lumière :
 - Le travail du Groupe de travail chargé des cibles de réduction des éléments nutritifs dans le lac Érié (LENT). Le rapport provisoire du LENT a été publié en juin 2015 (distribué au Sommet des gouverneurs et des premiers ministres à Québec); le rapport final a été publié en septembre 2015. Le rapport comprend des objectifs pour le lac Érié; des cibles, qui reprennent les cibles convenues par l'Ontario, le Michigan et l'Ohio dans le cadre de leur accord de collaboration (20 % pour 2020; 25 % pour 2015); et 10 interventions pour la réduction des éléments nutritifs, qui pourraient être le point de départ des plans d'action nationaux élaborés dans le cadre de l'AQEGL.

COMMENTAIRES DES OBSERVATEURS

Les observateurs suivants formulent des commentaires :

- Lyman Welch (Alliance for the Great Lakes) :
 - L'importance de la sensibilisation et de la mobilisation; la nécessité de mobiliser le public pour maintenir l'enthousiasme pour les lacs et permettre à chacun de participer à l'effort de rétablissement et de protection des Grands Lacs, ainsi que pour rallier l'appui public pour obtenir le financement et susciter la volonté politique de faire avancer ces travaux.
 - Le Rapport d'avancement des Parties devrait répondre en termes succincts à la question « Quels progrès faisons-nous vers l'atteinte des neuf objectifs généraux de l'AQEGL » (brèves réponses d'une page); et pour expliquer « Ce que nous faisons pour aller de l'avant ».
- Dale Phenicie (Council of Great Lakes Industries) :
 - Améliorer davantage les réunions du CEGL en donnant plus de détails sur les échéanciers des travaux discutés ou des produits futurs publiés par les coresponsables des annexes.
 - Le besoin critique d'intégrer et de diffuser l'information et les données produites par l'ensemble de la recherche et de la surveillance entourant les Grands Lacs et la possibilité d'élargir l'Équipe de travail sur la gestion et le partage des données de l'annexe « Science » afin de l'ouvrir à des experts qui ont travaillé dans ce domaine pendant de nombreuses années.
 - La nécessité d'améliorer les activités de collaboration pour maintenir l'attention sur tout le travail de protection des Grands Lacs (le travail sur les indicateurs de l'état des Grands Lacs, et la collaboration et la mobilisation d'intervenants variés, sont cités comme exemples).

RÉSUMÉ DES MESURES DE SUIVI

- Le Secrétariat du CEGL affichera les présentations/documents de la réunion sur le SharePoint de l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement et communiquera le lien aux participants à la réunion.
- Le procès-verbal de la réunion du CEGL de juin 2015 sera affiché sur le site binational.net.
- Les coresponsables de l'annexe « Secteurs préoccupants » afficheront les rapports « Analyse de situation » et le document d'orientation sur les « Secteurs préoccupants en voie de rétablissement » sur le site binational.net, pour examen.
- Les coresponsables de l'annexe « Aménagement panlacustre » afficheront le projet de Cadre de gestion des eaux littorales sur le site binational.net pour commentaires en février 2016; finaliseront le PAAP du lac Supérieur après les commentaires du public (délai repoussé au 29 janvier 2016); et lanceront les travaux des sous-comités de sensibilisation et de mobilisation pour les partenariats des lacs.
- Les coresponsables de l'annexe « Produits chimiques sources de préoccupation mutuelle » afficheront une liste des critères, normes et lignes directrices existants en matière de qualité environnementale pour les PCSPM; établiront et rendront publics des projets de stratégies binationales disponibles pour deux PCSPM (projet pilote); et lanceront la prochaine ronde d'identification et d'évaluation des PCSPM candidats.
- L'annexe « Habitats et espèces » élargira l'équipe technique pour raffiner la méthodologie proposée; communiquera au CEGL, pour examen, la version provisoire du rapport « Réalisation d'une étude de référence sur les habitats des Grands Lacs », et définira les paramètres de la mise en œuvre d'un projet pilote.
- Les coresponsables de l'annexe « Eau souterraine » finaliseront le rapport Science des eaux souterraines, après examen public.
- Les coresponsables de l'annexe « Répercussions des changements climatiques » décideront des prochaines étapes pour le rapport sur les connaissances scientifiques sur le changement climatique et rendront disponible le résumé du rapport.
- Les coresponsables de l'annexe « Science » se renseigneront sur les outils de gestion et d'échange des données et détermineront la meilleure façon de les appliquer pour la mise en œuvre de l'AQEGL.
- Le Secrétariat du CEGL et les membres du CEGL communiqueront de l'information sur leurs plans pour promouvoir la participation au Forum public sur les Grands Lacs.

LEVÉE DE LA SÉANCE/PROCHAINE RÉUNION

Les dates proposées de la prochaine réunion du Comité exécutif des Grands Lacs, qui aura lieu à Chicago, sont les 1^{er} et 2 juin 2016.

Clayton Shirt dit le mot de la fin des Premières Nations pour lever la séance.

Les 8 et 9 décembre 2015 – PARTICIPANTS À LA RÉUNION DU CEGL

1. Rebecca Aicher, Northeast-Midwest Institute – *à distance*
2. Paul Allen, Commission mixte internationale
3. John Allen, Office of the Great Lakes
4. Capitaine Paul Arnett, US Coast Guard
5. Antonette Arvai, Commission mixte internationale – *à distance*
6. Seth Ausubel, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – *à distance*
7. Meredith Austin, Office national de l'énergie
8. Sean Backus, Environnement et Changement climatique Canada
9. Lesley Baker, Services publics et Approvisionnement Canada
10. Edlynzia Barnes, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – *à distance*
11. Raj Bejankiwar, Commission mixte internationale
12. Glenn Benoy, Commission mixte internationale – *à distance*
13. Sophie Bernier, Environnement et Changement climatique Canada – *à distance*
14. Sandy Bihn – *à distance*
15. Jennifer Boehme, Commission mixte internationale
16. Jen Bruce, Service géologique des États-Unis – *à distance*
17. Timothy Bruno, Pennsylvania Department of Environmental Protection
18. David Burden, Pêches et Océans Canada
19. Mark Burrows, Commission mixte internationale
20. Ashley Campbell, Environnement et Changement climatique Canada
21. Wendy Carney, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
22. Danielle Chesky, Ambassade du Canada à Washington (D.C.) – *à distance*
23. Matthew Child, Commission mixte internationale
24. Gavin Christie, Pêches et Océans Canada – *à distance*
25. Steve Cole, Commission des Grands Lacs – *à distance*
26. Carol Comer, Indiana Department of Environmental Management
27. Tracey Cooke, Invasive Species Centre
28. Nicola Crawhall, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
29. Cameron Davis, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
30. Diane de Beaumont, Environnement et Changement climatique Canada – *à distance*
31. Fe de Leon, Association canadienne du droit de l'environnement
32. Ralph Dollhopf, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement, région 5 – *à distance*
33. Bob Duncanson, directeur général, Georgian Bay Association
34. John Dungavell, ministère des Richesses naturelles et des Forêts
35. Stephen G. Durrett, US Army Corps of Engineers
36. Tim Eder, Commission des Grands Lacs
37. Natalija Fisher, Environmental Defence
38. Marc Fisher, Conseil de la région des Grands Lacs
39. Robert Fleming, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
40. Dan Flower, Environnement et Changement climatique Canada – *à distance*
41. Bonnie Fox, Conservation Ontario
42. Stephen Galarneau, Wisconsin Department of Natural Resources – *à distance*

43. Vincenza Galatone, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
44. Carl Gebhardt, Ohio Environmental Protection Agency
45. Jon Gee, Environnement et Changement climatique Canada
46. Raj Gill, Alliance d'eau douce
47. Dereth Glance, Commission mixte internationale
48. Michael Martin, Environnement et Changement climatique Canada
49. Nancy Goucher, Freshwater Future
50. Brad Grams, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
51. Norman Granneman, Service géologique des États-Unis
52. Michael Hoff, States Fish and Wildlife Service
53. Paul Horvatin, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
54. Susan Hedman, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
55. Nick Heisler, Commission mixte internationale – à distance
56. Susan Humphrey, Environnement et Changement climatique Canada
57. Tinka Hyde, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
58. John Jackson, activiste représentant un groupe binational de citoyens concernant les Grands Lacs
59. Courtney Jackson, Première Nation Aamjiwnaang
60. Jessica L. Jock, Tribu Mohawk de Saint-Régis, Division de l'environnement
61. Carolyn Johns, Great Lakes Policy Research Network – à distance
62. Daugherty Johnson, Little Traverse Bay Bands of Odawa Indians
63. Sharilyn Johnston, Première Nation Aamjiwnaang – à distance
64. Pamela Joosse, Agriculture et Agroalimentaire Canada
65. Amy Klei, Ohio EPA – à distance
66. Roger Knight, Commission des pêcheries des Grands Lacs
67. Gail Krantzberg, Université McMaster – à distance
68. Ash Kumar, Environnement et Changement climatique Canada
69. Bob Lambe, Commission des pêcheries des Grands Lacs
70. Hugh Langley, Environnement et Changement climatique Canada
71. Liz Laplante, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
72. Joan Leary Matthews, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement, région 2
73. Debra Lee, National Oceanic and Atmospheric Administration
74. Wendy Leger, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
75. Lynn Lewis, Fish and Wildlife Service des États-Unis
76. Frederick Luckey, Agence pour la protection de l'environnement, région 2 – à distance
77. Camille Mageau, Commission mixte internationale
78. Luigi Marini, University of Illinois – à distance
79. Ling Mark, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
80. John Marsden, Environnement et Changement climatique Canada
81. Catherine Masson, consultante
82. Andrew McAllister, Commission canadienne de sûreté nucléaire
83. Andrew McCammon, Ontario Headwaters Institute
84. George McCaw, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
85. Jennifer McKay, Environnement et Changement climatique Canada
86. Jody McKenna – Environnement et Changement climatique Canada – à distance
87. Jan Miller, US Army Corps of Engineers
88. Felicia Minotti, Affaires mondiales Canada
89. Trish Morris, Commission mixte internationale
90. Joanne Munroe, Office national de l'énergie

91. Beth Murphy, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
92. Michael Murray, National Wildlife Federation – à distance
93. David Nanang, Ressources naturelles Canada
94. Dawn Nelson, University of Michigan – à distance
95. Lindy Nelson, Département de l'Intérieur des États-Unis – à distance
96. Todd Nettesheim, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
97. John O'Brien, Département d'État
98. Carolyn O'Neill, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
99. Kelli Paige, Great Lakes Observing System
100. Victoria Pebbles, Commission des Grands Lacs
101. Dale Phenicie, Council of Great Lakes Industries
102. Kelly Phillips, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
103. Lana Pollack, Commission mixte internationale
104. Anjala Puvananathan, Agence canadienne d'évaluation environnementale
105. Patrick Quealey, Environnement et Changement climatique Canada
106. Vi Richardson, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
107. Linda Robertson, Environnement et Changement climatique Canada
108. Mary-Ann Robinson, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
109. Christine Rogers, Première Nation Aamjiwnaang
110. Jamie Schardt, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
111. Victor Serveiss, Commission mixte internationale – à distance
112. Aisha Sexton-Sims, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
113. Pauline Shirt, aînée des Premières Nations
114. Clayton Shirt, Premières Nations
115. Julie Simard, ministère des Richesses naturelles et des Forêts
116. Peter Singer, Georgian Bay Forever
117. Kathyrn Buckner, Council of Great Lakes Industries – à distance
118. Rachel So, Département d'État
119. Marta Soucek, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
120. Nancy Stadler-Salt, Environnement et Changement climatique Canada – à distance
121. John L. Stine, Minnesota Pollution Control Agency
122. Dawn Sucee, Ontario Federation of Anglers and Hunters – à distance
123. Stephanie Swart, État du Michigan – à distance
124. David Sweetnam, Georgian Bay Forever
125. Kristin TePas, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – à distance
126. Lorne Thomas, US Coast Guard Ninth District
127. Carla Torchia, Environnement et Changement climatique Canada
128. Jason Travers, ministère des Ressources naturelles et des Forêts
129. Markus Tuohimaa, Nation métisse de l'Ontario – à distance
130. David A. Ullrich, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
131. Darlene Upton, Agence Parcs Canada
132. Dale Van Stempvoort, Environnement et Changement climatique Canada
133. Jennifer Vanator, Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission – à distance
134. Gordon Walker, Commission mixte internationale
135. Li Wang, Commission mixte internationale – à distance
136. Cindy Warwick, Commission mixte internationale – à distance
137. Lyman Welch, Alliance for the Great Lakes
138. April Wepler, Freshwater Future – à distance

139. Rod Whitlow, chefs de l'Ontario
140. Chris Wiley, Transports Canada
141. Danalynn Williams, Première Nation Aamjiwnaang
142. John Wilson, Commission mixte internationale – *à distance*
143. Harold Winnie, Département des Transports des États-Unis / Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration
144. Louise Wise, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement – *à distance*
145. Carissa Wong, Bionomos
146. Laurie Wood, Environnement et Changement climatique Canada – *à distance*
147. Nigel Wood, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
148. Charlie Wooley, States Fish and Wildlife Service
149. Ram Yerubandi, Environnement et Changement climatique Canada
150. Don Zelazny, Department of Environmental Conservation de l'État de New York
151. Jim Zorn, Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission – *à distance*